



SEKOU TOURÉ : ESSAYER DE COMPRENDRE

Ce que M. Couve de Murville a tenu à souligner à l'annonce de la mort de Sekou Touré, c'est qu'il était mort aux États-Unis. En style moins diplomatique, cela signifie qu'après avoir laissé craindre au moment de l'indépendance de la Guinée en 1958 un ralliement au camp socialiste, Sekou Touré, en fin de compte, était sagement revenu à l'Occident. Ou encore : il nous a fait peur, mais à l'heure des comptes, ça n'a pas été si terrible. Mais inversement, pour d'autres qui ne partagent pas la vision du monde de l'ancien ministre gaulliste, ce serait précisément ce passage de l'Est à l'Ouest qui symboliserait le mieux l'itinéraire et la défection de celui qui avait osé dire non à de Gaulle, quasiment seul parmi les dirigeants africains de l'époque (mis à part Djibo Bakary qui échoua, Ruben Um Nyobé étant lui dans la clandestinité). Dans les deux cas, on s'en tient cependant à une appréciation extérieure à la Guinée et à l'Afrique, comme si le seul problème pour un État africain était de savoir s'il va s'allier voire s'inféoder à Moscou (ou Pékin) ou à Washington. Quoi que l'on pense aujourd'hui de l'action de Sekou Touré, il est pourtant nécessaire de la juger en fonction de ses propres objectifs.

Il est vrai que si l'on compare l'image de la Guinée et de son Président en 1958, quand cette indépendance conquise pacifiquement enthousiasmait tout le mouvement national africain, qu'on en attendait déjà un exemple de développement socialiste et de progression vers l'unité africaine, avec cette même image en 1984, où il suffit d'une semaine pour que le système politique du chef d'État défunt s'écroule comme un château de cartes, le contraste a quelque chose d'inquiétant et donne une impression d'irrationnel. Des questions se posent, auxquelles d'ailleurs ont déjà été apportées des réponses multiples, contradictoires souvent, depuis le premier ouvrage critique, sauf erreur, celui de

B. Ameillon, en 1964 (1), le premier qui se présente comme une critique « de gauche ». Pourtant, aujourd'hui, au-delà des déceptions, au-delà des indignations concernant les répressions successives et les atteintes aux droits de l'homme (auxquelles Washington, si chatouilleux sur ce point pour les pays de l'Est, s'est montré ici insensible), il faut, plus que jamais, en revenir à la devise spinoziste qu'aimait à rappeler Abdou Moumouni (2) : ne pas se moquer, ne pas pleurer, mais comprendre.

Ce que je peux en dire ici ne saurait prétendre à donner la réponse définitive, mais seulement à avancer quelques hypothèses ou repères. Le 2 octobre 1958, Sekou Touré, à la tête d'une Guinée victorieuse et unie, apparaissait comme l'homme qui avait su assumer tous les risques et qui gagnait pour cette raison même. Et il apportait avec lui la réputation d'un dirigeant de gauche, et de formation marxiste. Ce qui doit être souligné, et à quoi on portait peu d'attention à cette date-là, c'est que l'homme du risque était tout autant celui de la prudence. L'indépendance restait une indépendance menacée, une intervention militaire française n'était pas exclue pour peu qu'un incident en donnât le prétexte, d'autres intrigues étaient possibles à l'intérieur. Après tout, il y a bien eu le débarquement de 1970, dirigé il est vrai autant, sinon plus, contre la base arrière du PAIGC qu'était Conakry que contre Sekou Touré ; d'autres assauts de ce genre ont eu lieu ailleurs, au Bénin, aux Seychelles, par exemple. La Guinée pouvait-elle faire face par ses seules forces, isolée qu'elle était au début de tous les autres gouvernements des ex-colonies françaises ? Cette question, Sekou Touré n'était pas seul à se la poser, à en juger par les réponses de lycéens guinéens sur leurs sentiments à la date de l'indépendance. Deux ans après, la plupart disaient encore qu'ils avaient eu peur de ce qui allait arriver.

La prudence de Sekou Touré s'est affirmée dans la conduite de sa politique extérieure et contre différentes tendances qui cohabitaient et s'opposaient au sein même de la direction du parti unique. Mais cette politique extérieure ne pouvait pas se jouer sans avoir des répercussions de toutes sortes sur la politique intérieure, sur le développement ou non du pays.

D'une part, et contrairement à une idée très répandue en France, contrairement aussi à ce que pourraient faire croire d'épisodiques violences oratoires, Sekou Touré a constamment cherché à établir un *modus vivendi* avec le gouvernement français, à condition, évidemment, que celui-ci veuille bien respecter l'indépendance de la Guinée. Ce n'est pas la faute de Conakry si, paradoxalement, cela n'est devenu possible que sous Giscard d'Estaing, tardivement et alors que le pays avait cessé d'être un pôle d'attraction pour l'Afrique combattante.

(1) B. Ameillon, *Guinée, bilan d'une indépendance*, Paris, Maspero, 1964.

(2) Le physicien Abdou Moumouni, qui enseigna en Guinée au len-

demain de l'indépendance, est aujourd'hui à la tête d'un Institut de recherches sur l'énergie solaire à Niamey.

Face à une politique française que symbolise le nom de Foccart, la Guinée de Sekou Touré ne pouvait pas subir passivement blocus et ostracisme. L'URSS de Khrouchtchev et les autres pays socialistes étaient prêts à l'aider, et des affinités existaient de ce côté avec une partie de l'équipe dirigeante et des cadres du Parti démocratique de Guinée. Cependant, même dans ces années 58-61 où une bonne part de la presse des pays capitalistes et de certains gouvernements africains répandait l'image d'une sorte de mariage entre la Guinée et les pays de l'Est, Sekou Touré veillait à ne pas s'enfermer dans cette alliance, mais maintenait d'autres rapports avec Washington, lesquels se sont renforcés ou distendus selon les périodes. Le principe du neutralisme positif, de se déterminer en fonction des besoins et intérêts propres de l'Afrique en général, du peuple guinéen en particulier, s'est traduit en fait par une forte oscillation permanente entre Washington, Moscou et Pékin. Un seul exemple quant au résultat : en 1970, d'une part, les États-Unis ne soutiennent pas la tentative de débarquement des Portugais et avertissent même la Guinée ; d'autre part, après l'échec, l'URSS assure pour un temps la protection des côtes guinéennes.

Le fait grave, c'est que ces oscillations perturbent les projets de développement. Le premier plan guinéen reposait sur une contribution massive des deux pays socialistes ; encore fallait-il une volonté politique d'en tirer le meilleur parti et d'en faire une priorité nationale. Mais, dès 1961, un revirement à l'extérieur remet en cause cette volonté. Les États-Unis, de leur côté, seront payés de leur bonne volonté par des investissements importants à Boké ; pendant un temps, il y aura même une coopération militaire avec l'Allemagne de l'Ouest (interrompue en 1970) ; l'URSS, déçue et qui n'est plus tout à fait celle du temps de Khrouchtchev, récupère ce qu'on lui doit (ou en partie) en bauxite, etc. Est-ce que l'on ne pourrait pas soutenir que l'extension de la répression est aussi une conséquence de ces oscillations et des échecs internes ? Dans ce jeu politique complexe et qui exige une certaine dose de secret, toute liberté de discussion peut être une menace. Tour à tour sont frappés des dirigeants dont les sympathies penchaient vers l'Est, d'autres dont les sympathies penchaient vers l'Ouest. S'il faut bien l'énoncer ainsi, c'est que le débat interne, les objectifs économiques eux-mêmes ont fini, par la force de cette tactique d'équilibre, à se penser eux-mêmes en termes d'alliances avec telle ou telle grande puissance, faussant ainsi toute la politique intérieure.

Au demeurant, il convient d'ajouter que, s'il y a là une histoire qui reste à faire — et ce sera difficile — tous les complots n'étaient pas imaginaires ; mais la répression a souvent été disproportionnée, largement étendue à des personnalités qui ne complotaient pas, inadmissible en tout cas dans ses méthodes. Plus encore, du fait qu'elle était menée au nom du peuple et d'une orientation vers le socialisme, elle a porté atteinte à l'idée

même du socialisme en Afrique, de même d'ailleurs que les échecs ou le désordre de la vie économique.

Il est vrai qu'à travers tant d'épreuves, l'indépendance et l'unité du pays ont été préservées. Et même, le régime a pu survivre à la plus grande épreuve, celle du mouvement de protestation des femmes et des jeunes en septembre 1977. Survivre, mais en lâchant du lest : ouverture des frontières, rapprochement avec Houphouët et Senghor, la veille dénoncés comme traîtres à l'Afrique. Mais c'est à ce point que l'on peut se demander si, en l'absence d'une politique claire, en l'absence d'un développement réel autre que celui des investissements étrangers de Fria et de Boké, la répression menée en tous sens n'a pas été une conséquence fatale, et le seul moyen de sauvegarder l'indépendance.

Il est surtout permis de se demander si la Guinée indépendante n'a pas surestimé sa faiblesse, sous-estimé les atouts, internes et externes, dont elle disposait, craint exagérément débats et discussion. Ce ne sont pas là des questions d'ordre exclusivement historique, elles sont encore actuelles. Mais c'est déjà dire qu'elles interdisent de porter précipitamment un jugement passionnel sur Sekou Touré lui-même, dont on ne peut oublier ni le talent oratoire, ni la capacité de volonté tout au long de vingt-six ans de gouvernement dans une période agitée.

Yves Benot